

AKTUELL

SYNDICATS

Mobilisation énerg(ét)ique

David Wagner

Cette semaine, cinq syndicats représentant le personnel des réseaux de gaz et d'électricité de la capitale se sont retrouvés pour préparer la mobilisation contre leur privatisation.

Entourées de banderoles arborant des mots d'ordre tels que « Privatisierung Elektresch a Gas haut !!! A muer ?? » et « Géint Auslagerung, géint Privatisierung vun effentlechen Dengschtleeschungen », environ 150 personnes s'étaient réunies dans la salle des fêtes du Casino syndical pour une « manifestation de protestation » contre les projets de privatisation des infrastructures communales du gaz et de l'électricité. L'appel commun lancé par cinq syndicats représentant les personnels communaux (FGFC, FNCTTFEL, LCGB, NVGL et OGBL) a en tout cas été entendu par le personnel des réseaux gaziers et électriques de Luxembourg, ainsi que par une délégation du personnel de la ville d'Esch-sur-Alzette. D'ailleurs, l'unité syndicale s'était manifestée publiquement une première fois lors de la grande mobilisation syndicale du 16 mai, lorsque le même personnel avait formé son propre bloc.

C'est que la bataille s'annonce rude : le conseil échevinal bleu-vert de la capitale a fermement l'intention d'intégrer ses réseaux dans la société Creos, filiale d'Enovos dans laquelle ont déjà été intégrées la Cegedel et la Soteg. Les réseaux énergétiques sont en fait confrontés aux conséquences du processus de libéralisations initié dans les années 90 au sein de l'Union européenne. « Ces réseaux constituent un patrimoine communal qui appartient aux citoyens et ne peut être bradé à une multinationale », assène Tun Jost, qui prend la parole au nom de l'OGBL. En effet, le capital de la société Creos appartient à 61 pour cent à des actionnaires privés tels qu'Arcelor-Mittal ou RWE.

Pourtant, il y a quelques mois de cela, le ministre de l'économie, Jeannot Krecké (LSAP), avait promis qu'il ferait tout pour assurer une participation publique d'au moins 50 pour cent dans cette société (voir woxx 991). L'argumentation de Krecké était alors qu'avec l'intégration des réseaux contrôlés par d'autres acteurs

que Cegedel dans cette société, le secteur public pourrait devenir majoritaire. Mais cela semble actuellement loin d'être assuré. Dans cette logique, il est d'autant plus étrange que Krecké, selon les affirmations des représentants syndicaux, leur aurait assuré n'exercer « aucune pression » sur la ville de Luxembourg pour qu'elle intègre ses réseaux dans la société. Cela irait après tout dans le sens de sa propre stratégie. Paul Helminger, le bourgmestre de la capitale, est quant à lui formel : la pression viendrait du ministère de l'économie et de l'énergie.

En tout cas, les responsables de la ville de Luxembourg s'y sont déjà préparés : en juillet 2007, les députés Helminger, Bausch et Gira (dont les deux premiers sont respectivement bourgmestre et premier échevin de la capitale) avaient déposé une proposition de loi permettant aux communes de créer des sociétés privées et de pouvoir y détacher du personnel communal. Et Helminger aurait déjà prévenu qu'il comptait intégrer les réseaux dans la société en octobre-novembre.

Si aux yeux de Krecké ou des responsables communaux, le détachement des services du gaz et de l'électricité dans une grande société privée permettrait de mieux faire face à la concurrence sur le marché de la fourniture en énergie, les syndicalistes ont mis en avant les dangers liés à de telles privatisations. Et ont également cité l'exemple de communes allemandes, qui viennent de procéder à la recommunalisation de leurs réseaux après être revenues de leurs déboires libéraux.

En tout cas, Justin Turpel, vice-président de la FNCTTFEL et président de son secteur de la fonction publique se prépare à la confrontation. D'abord, il souhaite que les syndicats fassent pression sur le gouvernement issu des élections du 7 juin en le « plaçant devant ses responsabilités ». Ensuite, il se donne jusqu'à l'automne pour mobiliser et « trouver le support de la population » afin d'établir un rapport de force propice à empêcher la privatisation des réseaux communaux. Pour cela, il faudra déjà s'y mettre pendant la période des vacances d'été. Mais le jeu en vaut bien la chandelle.

SHORT NEWS

La télé rassemble les classes sociales

Une étude récente du Ceps-Instead sur le comportement des jeunes par rapport à la culture, ou plutôt leur rapport à la consommation culturelle, démontre que la plupart des idées reçues sont fausses. S'il est vrai que la consommation de la télévision a changé de mode - dans les années 70, regarder la télé était un exercice collectif, alors qu'aujourd'hui, c'est plutôt une activité solitaire - le fait que des jeunes s'isolent dans leur chambre serait plutôt un geste de construction identitaire à l'abri du regard parental qu'une préparation à une tuerie. Les différences entre les jeunes apparaissent surtout au vu des classes sociales, alors que les plus aisés ont rapidement pris possession des nouvelles technologies et en ont une connaissance du monde plus approfondie. Dans le même temps, les gosses de pauvres restent en retrait sur ce point, malgré des institutions comme l'école ou les bibliothèques où ils auraient accès aux mêmes technologies. Ce n'est que dans la consommation télévisuelle que tout le monde se rejoint, et celle-ci n'a pas augmenté. Par contre, les pratiques de lecture sur papier font les frais de cette évolution, même si leur dégringolade est relativisée par l'avènement de l'internet et de nouvelles sources d'information.

Squatteurs résistants

Depuis deux semaines, une quinzaine de jeunes se montre déterminée à occuper une maison laissée à l'abandon au Pfaffenthal. Squatter un logement inhabité n'est rien de nouveau, même au Luxembourg. Mais cette fois-ci, les squatteurs le font savoir publiquement, par voie de communiqué de presse. Ils se définissent eux-mêmes comme des « jeunes gens qui, à cause de leur âge, n'ont pas encore droit au RMG et se trouvent sans domicile fixe depuis des années, mais aussi de personnes se trouvant dans une situation précaire ». Ces jeunes reflètent une réalité sociale du Luxembourg : l'explosion des prix des habitations et la précarisation rampante d'une partie de la jeunesse. Mais au-delà d'occuper la maison pour des raisons purement matérielles, les jeunes soulignent également leur souhait de pouvoir en même temps réaliser un projet alternatif, de « vivre nos rêves et nos utopies d'une vie collective ». Mettant en cause la ville de Luxembourg, l'accusant de les avoir chassés du square Jan Palach ou de la Kinnékswiss, ils annoncent désormais qu'ils défendront cette maison « aussi souvent et aussi longtemps qu'il le faudra ». Et d'annoncer que « d'autres maisons seront occupées ».

woxx@home

Die gute alte Zeit

Irgendwie fühlt man sich in die achtziger Jahre zurückversetzt: Die Wahlplakate verbreiten nun wirklich keine Aufbruchsondern richtig dröge Stimmung. Während etwa Déi Gréng früher ansprechende Ideen hatten, sieht man heute auf ihren Wahlplakaten nur das in grau getauchte und irgendwie geliftete Konterfei zweier KandidatInnen, deren Hände das Zeichen der Partei formen. Zum Nachdenken regt hier keine humorige Angriffswerbung mehr an. Auch die Wahlplakate der CSV mit ihrem „Dir wielt Är Zukunft“ bleiben vordergründig.

Und das Konterfei eines Claude Meisch ist nun wirklich kein Wahlargument, Schönheit allein genügt eben nicht. Der ADR fällt auch nichts Besseres ein, als ihre KandidatInnen vor Luxemburger Statussymbole zu platzieren.

Die Plakate sind gar so lustlos, dass sie bisher kaum zu Konterattacken im öffentlichen Raum angeregt haben: Außer ein paar grüne Spruchbänder „10 Prozent männer, dat geet net duer“ und ein bisschen Gekritzel, läuft das Wahljahr 2009 sehr dezent ab. Eigentlich zu dezent für unsere Covergestaltung.